



Union des Forces Démocratiques de Guinée

DECLARATION

Le 18 Juin 2009, à Kérouané, cinquième étape de la tournée de prise de contact du Président de l'UFDG, El hadj Cellou Dalein DIALLO, avec les structures du parti et les populations de l'intérieur du pays, les autorités administratives et militaires de la dite préfecture ont signifié à la délégation de l'UFDG l'interdiction de tout rassemblement politique tant sur la place publique que dans une concession privée. Elles ajoutent qu'il est interdit à la délégation de passer la nuit à Kérouané. Les ordres, selon elles, seraient venus du sommet de l'Etat.

Malgré le caractère illégal de la décision, El hadj Cellou et les responsables du parti qui l'accompagnent ont décidé de quitter Kérouané pour Kankan afin de regagner la capitale Conakry. A l'entrée de Kankan, un contingent militaire fort d'une cinquantaine d'hommes a intercepté la délégation pour lui intimer l'ordre de quitter Kankan, en précisant qu'il lui était interdit d'y passer la nuit, de s'y arrêter et même de s'y restaurer. Et le responsable de la troupe d'ajouter : "les instructions viennent des autorités supérieures et doivent être appliquées à la lettre, Monsieur le Premier Ministre". C'est ainsi que le convoi a passé la nuit à la belle étoile, sans manger, ni boire à la périphérie de la ville.

L'Union des Forces Démocratiques de Guinée, condamne avec une extrême vigueur ce traitement illégal, discriminatoire et particulièrement inhumain à l'égard de notre Parti par les autorités politiques de notre pays. Pourtant, l'UFDG avait auparavant parcouru sans incident les préfectures de Mamou, Faranah, Kissidougou et la sous-préfecture de Banankoro. A toutes ces étapes, les populations ont accueilli la délégation par des mobilisations monstres de marées humaines scandant des slogans en faveur du leader de l'UFDG, pour le changement démocratique et pour la reconstruction nationale. Cette ferveur populaire montre que les populations guinéennes ont transcendé les présupposés clivages ethniques au grand dam de certaines élites du pays qui cherchent vainement à créer des contradictions régionales et ethniques.

Les instructions données aux préfets d'entraver par des interdictions les manifestations des partis politiques remettent en cause les engagements du CNDD et du Gouvernement de restaurer les libertés publiques et de veiller à la mise en œuvre d'une transition consensuelle et apaisée.

Aussi, l'UFDG exprime-t-elle de fortes inquiétudes pour la poursuite de la transition telle que validée par le communiqué n° 50 du CNDD à savoir l'organisation des élections législatives et présidentielle au courant de l'année 2009. A cet égard, l'UFDG appelle l'ensemble des Forces Vives de la Nation à faire preuve de détermination, de cohésion et de solidarité afin que soient réalisés les engagements pris par le CNDD et le Gouvernement pour la mise en oeuvre d'une transition, apaisée conformément au chronogramme approuvé par les autorités guinéennes et les Forces Vives.

Enfin l'UFDG exige la restauration des libertés publiques et des droits démocratiques des partis politiques à s'organiser, à s'exprimer et à sensibiliser les populations conformément aux lois de la République.

Conakry, le 21 juin 2009

**P. Le Bureau Exécutif National de l'UFDG
Le Vice-président chargé des Relations
Extérieures et de la Communication**

BAH Oury